

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/W/7

6 août 1996

(96-3141)

---

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

## PROJET

### RAPPORT DU COMITE DE L'ACCES AUX MARCHES AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

#### Section A - Généralités

1. Le Comité de l'accès aux marchés a été établi en vertu de l'article IV, paragraphe 7, de l'Accord sur l'OMC par le Conseil général à sa réunion du 30 janvier 1995. Son mandat (WT/L/47) couvre les questions d'accès aux marchés relatives aux droits de douane et aux mesures non tarifaires ne relevant pas d'un autre organe de l'OMC, ainsi que les questions relatives à la Base de données intégrée.
2. M. Jean Saint-Jacques (Canada) a été élu Président, et Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire), Vice-Présidente du Comité. Leurs mandats ont été renouvelés pour 1996. Peuvent participer aux réunions du Comité tous les Membres de l'OMC, les gouvernements auxquels le Conseil général a accordé le statut d'observateur et les organisations internationales suivantes: Banque mondiale, BITV, CNUCED, FAO, FMI et OMD.
3. Le règlement intérieur du Comité (fondé sur le règlement intérieur adopté par le Conseil du commerce des marchandises et approuvé par le Conseil général le 31 juillet 1995) a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 1er décembre 1995 (WT/L/79).
4. Le Comité a tenu quatre réunions formelles en 1995 et quatre autres en 1996 ainsi qu'un certain nombre de réunions informelles.

## **Section B - Rapport d'activité du Comité**

### **Questions tarifaires**

#### **Mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay**

La mise en oeuvre des réductions tarifaires prévues dans les concessions figurant dans les listes de l'OMC concernant les marchandises a commencé le 1er janvier 1995 et, conformément aux dispositions du Protocole de Marrakech, cette mise en oeuvre se fera en six tranches pour les produits agricoles et cinq tranches pour les autres produits, sauf dispositions spéciales indiquées dans les listes. Le 1er janvier 1996, la deuxième tranche de réductions a été appliquée. Il n'existe pas de procédure de notification particulière pour la mise en oeuvre de ces réductions tarifaires. Le Comité de l'accès aux marchés est convenu que, si des problèmes se posaient en la matière, il se fonderait sur les notifications inverses.

#### **Mise en oeuvre des modifications du Système harmonisé de 1996**

5. Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé), mis en oeuvre par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), est la nomenclature douanière utilisée par pratiquement tous les Membres de l'OMC pour leurs listes de concessions tarifaires. Des procédures spéciales ont été établies pour l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions de l'OMC. En 1995, l'OMD a décidé de procéder à des changements sur 600 positions tarifaires du SH, avec effet au 1er janvier 1996. Ces modifications affectent les listes consolidées de concessions tarifaires d'un grand nombre de Membres de l'OMC, qui ont dû introduire, conformément à leurs obligations dans le cadre de l'OMD, les modifications du SH96 dans leur nomenclature douanière le 1er janvier 1996, sans avoir pu mener à bien les procédures relatives à l'introduction de ces modifications dans leurs listes OMC. Ces Membres devaient demander une dérogation à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, conformément à l'article IX de l'Accord sur l'OMC. A sa réunion du 13 décembre 1995, le Conseil général a approuvé une Décision accordant une dérogation collective jusqu'au 30 juin 1996 à 33 Membres, leur permettant de mettre en application les modifications du SH96 le 1er janvier 1996 et de mener à bien ultérieurement les procédures requises.

6. En juin 1996, 19 Membres avaient communiqué la documentation nécessaire relative à l'introduction des modifications du SH96 et d'autres Membres avaient émis des réserves concernant la plupart des communications. Une prorogation de la dérogation semblait donc nécessaire. A la réunion

du Comité de l'accès aux marchés tenue le 13 juin 1996, le Président a proposé que - pour des raisons pratiques et en raison du fait que le Conseil général ne se réunissait pas toujours en décembre - les périodes de prorogation des dérogations en général, qui étaient habituellement de six mois (de janvier à juin et de juillet à décembre), aillent de mai à octobre et de novembre à avril. Le Comité a approuvé cette proposition et est convenu que, afin de faire la transition entre la situation actuelle et la nouvelle proposition, toute prorogation de dérogation viendrait à expiration le 30 avril 1997. Il a ensuite été décidé de recommander que la dérogation collective accordée soit exceptionnellement prorogée jusqu'au 30 avril 1997 pour tous les Membres qui en feraient individuellement la demande, ou qui bénéficieraient pour la première fois de cette dérogation. La documentation complète requise devrait être communiquée par les Membres concernés le 30 septembre 1996 au plus tard. Les projets de décisions relatifs à la prorogation des dérogations ont été approuvés par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 5 juillet 1996 puis adoptés par le Conseil général à sa réunion du 18 juillet 1996.

#### Dérogations accordées en relation avec l'introduction du Système harmonisé

7. Le Comité a examiné la situation concernant la transposition et la renégociation des listes de certains Membres qui avaient décidé d'adopter le Système harmonisé dans les années qui ont suivi son introduction le 1er janvier 1988. Ces Membres ont été invités à fournir tous les six mois des renseignements factuels en relation avec leurs demandes de prorogation des dérogations; ces renseignements sont reproduits en annexe des rapports semestriels du Comité au Conseil du commerce des marchandises (document G/MA/4). Un certain nombre de Membres ont pu procéder à cette transposition ces dernières années, mais onze ont demandé une prorogation de la dérogation jusqu'au 30 avril 1997. Ces prorogations ont été approuvées par le Conseil général le 18 juillet 1996. De plus, une assistance technique est actuellement fournie à certains Membres en vue de les aider à transposer leur liste antérieure au Cycle d'Uruguay dans le Système harmonisé.

#### Etablissement des listes codifiées sur feuillets mobiles

8. Au cours des deux dernières années, le Comité a examiné différentes questions concernant l'établissement de listes codifiées sur feuillets mobiles. Ces questions concernaient notamment: les implications juridiques de l'établissement de telles listes et leur contenu (par exemple, inclusion des positions non consolidées; traitement des droits *ad valorem*, spécifiques et mixtes; échelonnement de la mise en oeuvre; autres droits et impositions); l'inscription des engagements concernant l'agriculture; et l'indication des droits de négociateurs primitifs. A sa réunion du 22 novembre 1995, le Comité est convenu d'établir des listes codifiées sur feuillets mobiles sur la base des propositions

du Président. Toutefois, il reste à régler la question de la vérification. Plusieurs Membres ont évoqué la possibilité de créer un système de vérification électronique des listes. Le Président tient actuellement des consultations informelles en vue de résoudre le problème.

### **Questions non tarifaires**

#### Notifications de restrictions quantitatives

9. Le Conseil du commerce des marchandises a adopté le 1er décembre 1995 une Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (G/L/59). Conformément à cette décision, les Membres devaient communiquer au Secrétariat, au plus tard le 31 janvier 1996, les notifications complètes des restrictions quantitatives qu'ils appliquaient. La situation concernant ces notifications est loin d'être satisfaisante car seuls 13 Membres ont présenté leurs notifications.

#### Notification inverse des mesures non tarifaires

10. A sa réunion de décembre 1995, le Conseil du commerce des marchandises a également adopté une Décision concernant la notification inverse des mesures non tarifaires. Aucune notification de ce type n'a été reçue jusqu'à présent.

### **Base de données intégrée**

11. En octobre 1995, le Comité a examiné un certain nombre de questions concernant l'avenir de la Base de données intégrée et est convenu que les Membres devraient s'efforcer de fournir les données commerciales et tarifaires nécessaires en vue d'établir une base de données fiable. Toutefois, à ce jour, très peu de pays ont communiqué les renseignements requis. Le Comité est également convenu 1) que le Secrétariat élaborerait un format simplifié pour les communications de données destinées à la BDI et qu'il élaborerait des applications pour ordinateurs personnels permettant la préparation des données dans les capitales; 2) que le Secrétariat entreprendrait une étude sur le transfert de la BDI de l'ordinateur central à un environnement d'ordinateurs personnels; 3) que la BDI serait opérationnelle avec des renseignements de base concernant les droits de douane et les importations avant que son champ ne soit élargi pour inclure les mesures non tarifaires et d'autres types de restrictions; et 4) que les organisations internationales pourraient avoir accès à la BDI. Depuis lors, le Secrétariat a élaboré et distribué des formats simplifiés pour la communication des données et a élaboré un logiciel d'ordinateur personnel pour la préparation des données dans les capitales. Une étude sur le transfert

de la BDI de l'ordinateur central à un environnement d'ordinateurs personnels sera entreprise en septembre 1996.

### **Travaux futurs du Comité**

Au cours des prochains mois, les activités du Comité porteront essentiellement sur les questions suivantes:

- poursuite de la supervision de la mise en oeuvre des concessions relatives aux mesures tarifaires et non tarifaires résultant du Cycle d'Uruguay;
- mise en oeuvre des modifications du SH96 dans les listes tarifaires;
- examen des procédures de renégociation prévues à l'article XXVIII;
- établissement des listes codifiées des concessions tarifaires sur feuillets mobiles.

### **C. Recommandations**